



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 11 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 22/01/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **WIENERBERGER SAS**

8 rue du Canal  
67204 Achenheim

**Références :** 2025-30\_INSP\_RAP\_FC\_WIENERBERGER (Briqueterie)  
**Code AIOT :** 0006304981

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement WIENERBERGER SAS implanté Parc d'activités des Portes de l'Anjou 49430 Durtal. L'inspection a été annoncée le 08/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WIENERBERGER SAS
- Parc d'activités des Portes de l'Anjou 49430 Durtal
- Code AIOT : 0006304981
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société WIENERBERGER à Durtal, qui exploite une briqueterie d'une capacité de production 1 000 t/j, est réglementée par un arrêté préfectoral du 9 février 2018 (DIDD-2018-n° 33) qui a mis à jour le règlement du site en compilant tous les actes administratifs le concernant parus depuis son arrêté d'autorisation initiale notifié en 2008.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Justificatifs tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 1.4.3	Sans objet
3	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.1.1	Sans objet
4	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.2.1	Sans objet
6	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées et des demandes de justificatifs ont été formulées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modification des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 1.4.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance et analyses des évolutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable de leurs incidences, est portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments nécessaires à son appréciation. Il en est de même pour les dangers et/ou les nuisances non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions de cet arrêté. Les études d'impact et/ou de dangers sont actualisées à ces occasions.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 16 juin 2023 reçu à la préfecture du Maine et Loire, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance relatif à un projet d'extension de l'usine. Ce dossier a été déposé dans le cadre de l'amélioration des rejets aqueux de l'usine notamment au niveau du bassin d'orage et de la circulation. En ce sens la société Wienerberger a acquis la parcelle YD 154, située au Sud du site existant, afin d'y installer un dispositif de lavage de camions avec traitement des eaux et de pesage des camions d'approvisionnement.

Interrogé le jour de la visite, l'exploitant indique ne pas avoir d'autres modifications de conditions d'exploitation à porter à la connaissance du préfet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Justificatifs tenus à la disposition de l'inspection

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Les documents suivants sont disponibles durant toute la vie de l'établissement sauf lorsque la réglementation fixe leur durée de conservation ou pour des pièces circonstanciées :[...]

- les plans de l'établissement, en particulier ceux des réseaux ;

**Constats :**

L'exploitant présente un plan des réseaux le jour de la visite.

Celui-ci est identique au plan présent dans le dossier de porter à connaissance. Il est difficilement lisible, ne contient pas de légende et ne présente pas certaines informations réglementairement requises :

- rejets des eaux de purge de la chaudière et des filières vers le bac de décantation,
- origine et distribution de l'eau d'alimentation,
- disconnecteurs,
- rejets des condensats de la cheminée du four vers les eaux pluviales après passage par un séparateur d'hydrocarbures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'inspection rappelle la nécessité de tenir à disposition de l'inspection un plan des réseaux contenant à minima les informations suivantes :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 3 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau

**Prescription contrôlée :**

Les eaux consommées sont fournies par le réseau d'adduction public dont l'arrivée est munie d'un

dispositif totalisateur des quantités prélevées et est protégée contre les risques de contamination par un dispositif (disconnexion) évitant les retours d'eaux usées. Aucun prélèvement n'est effectué dans les eaux souterraines et de surfaces.

**Constats :**

L'exploitant présente le jour de la visite son relevé de consommation d'eau.

Les consommations d'eau s'élève :

- en 2024 à 3495 m<sup>3</sup> ;
- en 2023 à 6708 m<sup>3</sup> ;
- en 2022 à 5364 m<sup>3</sup>.

L'exploitant justifie la diminution de sa consommation d'eau en 2024 par une baisse d'activité sur le site.

L'exploitant affirme disposer d'un disconnecteur sur le site contrôlé tous les ans.

L'inspection consulte la facture du dernier contrôle qui a été réalisé le 02/07/2024.

Parmi les aménagements envisagés dans le dossier déposé, le projet prévoit la mise en place d'installations nécessitant un apport d'eau destiné à :

- La zone de nettoyage des camions transportant les matières premières ;
- Le laveur de roues.

Cet apport d'eau sera assuré à 100 % par la récupération des eaux de pluie. Le projet prévoit la mise en place d'un système de récupération des eaux de toiture du hall de l'usine existante. Les eaux récupérées seront stockées dans une cuve enterrée d'une capacité de 40 m<sup>3</sup> et alimenteront, grâce à une pompe, la zone de nettoyage des camions et le laveur de roues, situés au droit de l'extension.

L'inspection précise qu'au regard du projet présenté, aucune augmentation de la quantité d'eau consommée sur le site ne peut être sollicitée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La nécessité de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement est également rappelée à l'exploitant le jour de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des ouvrages

**Prescription contrôlée :**

Tous les effluents (sanitaires, industriels, voiries et toitures) sont collectés dans des réseaux séparatifs.

Les ouvrages assurent la récupération, le traitement et l'évacuation de la totalité des effluents dans les conditions prescrites et le respect des VLE infra. Ils sont étanches, accessibles et curables et font l'objet d'une surveillance régulière de leur état d'usure.

En particulier, les décanteurs et les séparateurs d'hydrocarbures sont vidangés et nettoyés régulièrement, au moins une fois par an, avec un contrôle du fonctionnement de leur dispositif de filtration et d'obturation. Les contrôles périodiques de l'encrassement et de l'encombrement des bassins (orage, confinement, réserve incendie...) par des dépôts (boues, terres...) et des matières organiques (végétation et feuilles en décomposition) donnent lieu à des entretiens et des curages aussi fréquents que nécessaires.

Le bassin d'orage constitue le dernier étage du traitement des eaux. A ce titre, il fait l'objet d'un suivi attentif de l'ensemble de ses aménagements spécifiques (décantations d'entrée et de sortie, écoulements, ouvrages de gestion...) conçus pour respecter les valeurs infra et, en particulier, les

concentrations en MES.

Les effluents ainsi que les boues et autres résidus de curage ne contiennent pas de substance dangereuse de nature à dégrader les réseaux, à gêner le fonctionnement et la conservation des ouvrages de traitement ou à libérer des produits dangereux lors de leur mélange à d'autres effluents.

Les rejets directs ou indirects dans la nappe souterraine, des puits ou des puisards sont interdits, tout comme l'évacuation d'effluents industriels bruts (épandage, infiltration...). La dilution est interdite, sauf si elle résulte du rassemblement des effluents normaux ou s'avère indispensable au fonctionnement des unités de traitement.

**Constats :**

L'exploitant affirme que les séparateurs d'hydrocarbures sont contrôlés deux fois par an. Les boues curées lors de ces entretiens sont évacuées en tant que déchets dangereux.

Le bac de décantation des eaux issues du lavage des filières est également nettoyé à minima deux fois par an.

Le bassin d'orage fait l'objet d'un entretien régulier selon l'exploitant.

Dans le cadre du projet, l'exploitant prévoit la mise en place :

- d'une zone de nettoyage (dédiée aux PL qui acheminent les matières premières) ;
- de deux pont-bascule, dont un équipé de laveur de roues avant la sortie du site ;
- Des ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales y compris les équipements antipollution adéquates (bordures enrobées, débourbeur, séparateurs d'hydrocarbures).

L'inspection rappelle la nécessité de mettre en place ces dispositifs et de respecter les dispositions de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral susmentionné si le projet aboutit.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux industrielles

**Prescription contrôlée :**

Les excédents de recyclage des eaux industrielles disposent de leurs propres moyens de traitement, indépendants de ceux des eaux pluviales dont les performances respectent les valeurs limites de rejets infra.

Ainsi, les eaux de lavage des filières, qui subissent une première décantation dans un bac intégré à la machine, peuvent ensuite être évacuées avec les eaux pluviales après traitement dans un décanteur et un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures et en l'absence d'utilisation d'additifs (détergents...).

Les autres eaux industrielles, exclusivement limitées aux purges de la chaudière et aux condensats des unités de production de vapeur et des adoucisseurs, peuvent rejoindre le bassin d'orage sous réserve du respect des VLE infra, complété par un contrôle annuel de leurs teneurs en métaux et en sels.

Tout autre effluent industriel non recyclé ou dont les caractéristiques ne respectent pas les conditions prescrites est éliminé en tant que déchet dans une filière autorisée.

**Constats :**

L'inspection constate que les eaux de lavage des filières subissent une première décantation dans un bac intégré à la machine et sont ensuite évacuées avec les eaux pluviales après traitement dans un décanteur et un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures.

Les purges de la chaudière et les condensats des unités de production de vapeur et des adoucisseurs rejoignent le bassin d'orage.

En complément du plan des réseaux à mettre à jour, l'inspection demande à l'exploitant de compléter le tableau figurant en annexe 1.

L'inspection consulte les résultats de la dernière analyse réalisée sur les eaux de purge de chaudière. Un non-respect de la VLE fixée sur le pH est constaté. L'exploitant indique avoir changé le produit de traitement à l'origine du dépassement.

L'exploitant indique le jour de la visite ne pas réaliser d'analyse des teneurs en métaux et en sels sur les eaux de purge de la chaudière et sur les condensats des unités de production de vapeur. L'inspection rappelle la nécessité de le faire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 6 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs Limites d'Emissions (VLE)

**Prescription contrôlée :**

L'intégralité des eaux collectées transite, après leurs traitements respectifs, dans le bassin d'orage dont le dimensionnement tient compte d'une pluie décennale, des caractéristiques propres de chaque zone de collecte et des volumes d'eaux industrielles évacuées. Les eaux restituées en sortie de bassin d'orage respectent les valeurs limites ci-après.

**Constats :**

L'inspection consulte le dernier compte-rendu d'analyses réalisées sur un prélèvement ponctuel et constate le respect des VLE fixées.

L'exploitant indique qu'en raison de la baisse d'activité, un prélèvement sur un rejet 24h n'était pas pertinent.

L'inspection rappelle la nécessité de procéder à des prélèvements sur 24h lorsque cela est possible et pertinent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillances des rejets

**Prescription contrôlée :**

L'efficacité des traitements des eaux est évaluée tous les semestres et tracée par un indicateur spécifique. Sa valeur est confirmée par une mesure de tous les effluents raccordés au bassin d'orage.

Le pH des eaux de régénération et de purges des chaudières est contrôlé au moins tous les trimestres.

La qualité des eaux restituées au milieu naturel fait l'objet d'un contrôle annuel des paramètres prescrits.

Ce contrôle est complété par des mesures amont et aval du point de raccordement au ru de « l'Oliverie » des mêmes paramètres afin d'estimer l'effet du rejet sur le milieu naturel.

**Constats :**

L'inspection constate le non-respect des fréquences de mesures fixées à l'article 4.5 susmentionné. Selon l'exploitant les dernières analyses sur le ru de « l'Oliverie » n'ont pas été réalisées car le ru était à sec.

L'inspection rappelle la nécessité de procéder à ces analyses à une autre période de l'année lorsque les effets des rejets du site sur le milieu naturel peuvent être évalués.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois